

Ákos Bence GÁT

Université de Szeged

L'Union européenne et l'Europe centrale et orientale avec un regard hongrois

Introduction

Il y a autant d'Europe que d'États membres au sein de l'Union européenne. La présente analyse suivra la spécificité du Master francophone en études européennes de l'Université de Szeged. Elle examinera la question de l'intégration européenne sous un aspect particulier, à travers le prisme de la région de l'Europe centrale et orientale. Il est possible de remettre en question la spécificité de cette approche en arguant que les questions européennes doivent être analysées d'une manière uniforme dans toute l'Europe puisque l'intégration européenne est un phénomène unique. D'autres pourraient objecter que traiter les enjeux européens sous un aspect régional n'est pas une approche originale, parce que l'enseignement sur l'Europe est nécessairement influencé par le lieu où l'analyse est menée. Le premier de ces deux considérations néglige que l'Union européenne est plus qu'un simple traité de libre-échange, et en tant qu'entité politique regroupant un grand nombre de nations, son sens peut varier selon le pays ou la région à partir duquel on l'observe. L'Union européenne signifie autre chose pour le

couple franco-allemand que pour les britanniques et elle doit encore représenter autre chose pour les États de l'Europe centrale et orientale n'ayant adhéré à la communauté que beaucoup plus récemment. Les partisans de la deuxième considération accepteraient la légitimité d'une différence d'approches, mais auraient tendance à penser qu'observer l'UE d'une manière centre-européenne ne présente aucune nouveauté parce que les spécificités de la région devaient toujours marquer les analyses de ce type. Il s'agit d'ignorer que dans ces nouveaux États membres, l'intégration européenne est souvent traitée sous une forme trop objective : pour connaître l'UE, il est exigé de connaître les noms des pères fondateurs, les dates et les lieux des traités, l'essentiel du droit positif européen ou encore les principaux mécanismes des institutions européennes.

Il est vrai que cet ensemble de connaissances objectives permet de connaître l'organisation administrative de l'Union européenne, mais il donne également l'illusion erronée que l'Union européenne n'est qu'un ensemble administratif alors qu'en réalité, elle constitue avant tout une nouvelle scène politique où chaque citoyen, chaque État et chaque nation doivent définir leurs positions. Dans les États de l'Europe centrale et orientale, telle que la Hongrie, la première condition d'une véritable réflexion académique autour des vrais enjeux de l'intégration européenne est justement cette prise de conscience par le monde politique, académique et la société civile, de la nature politique de l'Union européenne.

La présente analyse appliquera le même prisme régional pour mener une réflexion sur les rapports de l'Europe centrale et orientale avec l'Union européenne, illustrée et inspirée par l'évolution des relations réciproques de l'Europe et la Hongrie. Les observations suivantes ont pour but d'alimenter et d'ouvrir les horizons d'un débat auquel davantage d'auteurs européens seraient invités à contribuer. Bien que l'analyse mette l'accent sur la place d'une région spécifique à l'intérieur de l'Union européenne, elle a vocation de présenter un intérêt pour tous les Européens.

Les pays de l'Europe centrale et orientale sont beaucoup marqués par les conflits du passé. Jusqu'à récemment, les divergences souvent davantage mythiques que réelles, mais bien inscrites dans les mémoires collectives paraissaient l'emporter sur les valeurs et intérêts communs.

Cependant, avec l'adhésion de ces États à l'Union européenne, respectivement en 2004, 2006 et 2013, les circonstances ont changé. La dernière décennie de leur histoire récente est marquée désormais par une nouvelle expérience commune, le processus d'intégration européenne. Le motif principal de l'adhésion à l'UE n'était pas la volonté de s'unir entre pays de l'Europe centrale et orientale, mais plutôt de retisser les liens avec les pays occidentaux plus développés, modèles enviables pendant l'époque communiste et la période de transition suivant la chute du pouvoir soviétique. Néanmoins, l'Union européenne a également pour « effet secondaire » de réunir tous ces pays au sein d'une même communauté politique, cette fois-ci à base d'adhésion volontaire. *Quel est l'effet de l'Union européenne sur l'Europe centrale et orientale et réciproquement, quel rôle l'Europe centrale et orientale peut remplir au sein de l'Union européenne ?*

Lors de l'adhésion des pays de l'Europe centrale et orientale à l'Union européenne, d'importants débats ont été négligés et il est aujourd'hui évident que les parties à l'accord ne se connaissaient pas suffisamment. En conséquence, ce n'est que de nos jours que les véritables débats autour des fondements de l'Union européenne s'ouvrent. Ces débats, au lieu de mettre en péril l'intégration européenne, permettent un renouveau européen en rappelant une importante valeur de l'Union européenne, sa diversité nationale et culturelle. Cette diversité n'est pas un handicap pour l'Europe, au contraire, elle peut constituer une plus-value importante en tant que source de solutions créatives permettant au continent de sortir de sa crise actuelle.

I. Le mariage prématuré des pays de l'Europe centrale et orientale avec l'Union européenne

A) S'unir sans se connaître

Le phénomène politique le plus important qu'a connu l'Europe au début du XXI^e siècle était l'adhésion des pays de l'Europe centrale et orientale à l'Union européenne. Le passage de quinze à vingt-cinq

États membres en 2004 (avec l'adhésion de Chypre, Estonie, Hongrie, Lituanie, Lettonie, Malte, République Tchèque, Pologne, Slovaquie, Slovénie), puis à vingt-sept en 2006 (avec l'adhésion de Bulgarie et Roumanie), et finalement à vingt-huit avec l'adhésion de la Croatie en 2013, a modifié profondément la nature des politiques européennes, qu'il s'agisse de la vie politique de l'Union européenne proprement dite ou celles de ses États membres. La vague d'adhésion de 2004 était célébrée partout en Europe et a marqué une étape importante dans l'histoire européenne. En plus d'être un phénomène économique (l'élargissement du marché commun), il s'agissait également d'un phénomène symbolique : après une longue période de séparation qui caractérisait les années de la guerre froide où l'Europe était divisée en deux parties, Europe occidentale et « Bloc de l'Est », les pays de l'Europe se sont réunis formellement au sein de la même communauté. Pour les nouveaux États membres, quinze ans après la chute du communisme, cette réunion a confirmé leurs avancés dans la transition démocratique et économique. Pour l'Union européenne, il s'agissait de s'affirmer de plus en plus en tant que communauté politique paneuropéenne renforçant également son rôle géopolitique. L'union fait la force, et désormais la plus grande partie du continent appartient officiellement à la même communauté. L'Europe occidentale s'est mariée avec l'Europe centrale et orientale.

Pourtant, les expériences de la dernière décennie nuancent beaucoup ce mariage qui présente les traits d'un mariage prématuré. Ce n'est pas nécessairement le facteur temporel qui justifie cette observation. Si la réunion des deux parties de l'Europe devait être un phénomène historique naturel en conséquence de la chute du mur de Berlin, le mariage arrivait même en retard, presque après quinze ans de galanteries. Si l'idée d'un mariage prématuré peut néanmoins tenir sa place c'est parce qu'il est de plus en plus évident qu'au moment de la célébration du début de leur communauté de vie, les deux parties ne se connaissaient pas suffisamment. Comme si les parents de chacun des futurs époux avaient motivé leur enfant de marier l'autre, mais les arguments convaincants à l'époque ne se seraient pas justifiés par les expériences de la réalité. En vivant ensemble, les époux réalisent qu'ils ne se connaissaient pas avant, ou bien qu'ils imaginaient l'autre différemment.

B) Le grand malentendu

L'Union européenne doit désormais faire face à un grand malentendu. Les pays de l'Europe centrale et orientale ont regardé l'élargissement comme une fin en soi. Avant leur adhésion, ils voyaient dans l'Union européenne le paradis. D'une manière erronée, ils pensaient que le seul fait d'acquérir le statut du membre au « club des États riches de l'Europe » leur permettrait d'atteindre très vite un développement économique et un niveau de vie comparables à ceux des États de l'Europe occidentale. L'exigence de l'accomplissement des standards économiques et démocratiques posée comme condition à l'adhésion pouvait davantage renforcer le sentiment que les efforts déployés pour l'adhésion seraient compensés par une amélioration remarquable et rapide de leur situation. Alors qu'en réalité, avec l'élargissement, ce n'est qu'un nouveau chapitre de l'histoire qui a été ouvert présentant cette fois-ci des défis d'autre nature.

Les anciens États membres, quant à eux, ont commis l'erreur de penser que l'adhésion de nouveaux pays n'aurait pas de conséquences significatives sur la nature des politiques européennes. L'Europe occidentale pensait pouvoir continuer à énoncer les standards économiques et politiques que les nouveaux États membres devraient respecter. Là encore, ce sentiment pouvait être renforcé par le fait que les anciens États membres pouvaient fixer des conditions que les candidats devaient remplir afin d'obtenir leur admission. Si quelqu'un veut être membre d'un club pour profiter de ses avantages, il doit en accepter les règles – selon la logique des anciens États membres. Dès que le statut de membre est acquis, le novice peut également influencer l'évolution de la communauté – selon la logique des nouveaux États membres, dont certains commencent à réclamer l'égalité de leur statut.

C) La prise de conscience tardive – le cas hongrois

L'évolution de la politique hongroise pendant les dix dernières années illustre bien ce phénomène. Jusqu'en 2010, les gouvernements qui se sont succédés après l'adhésion de la Hongrie à l'Union européenne

en 2004 avaient tendance à écouter les institutions européennes plus que leur propre bon sens, pour ne pas parler des signes envoyés par la société. Tandis que ces derniers s'alarmaient de l'entrée du pays dans une crise politique, économique et sociale déjà en 2006, le fait que la Commission européenne ait accepté les chiffres économiques présentés par la Hongrie était considéré comme une sorte de légitimation ultime de la politique nationale. Autrement dit, les problèmes pouvaient être laissés de côté par le gouvernement car si la Commission était d'accord, il n'y avait plus de question à se poser. Le gouvernement n'acceptait pas de parler de crise jusqu'à ce que l'Europe elle-même ne soit contaminée par la crise économique et financière mondiale, ayant atteint la Hongrie finalement en 2009. La solution adoptée par le gouvernement pour lutter contre la crise économique est également parlante. Au lieu de trouver des solutions propres, le réflexe fut de se tourner auprès de l'Union européenne et du FMI pour contracter un pacte d'aide financière, accompagné par des obligations d'ordre économique et politique à respecter. Le pays s'est découvert être malade tardivement et, pour se guérir, il s'est tourné vers le docteur européen, dont il était prêt à respecter toute consigne. Il refusait de chercher des remèdes alternatifs, qui auraient peut-être demandé plus d'efforts au patient, mais lui auraient également rendu possible d'éviter d'importants effets secondaires.

Le fait d'être membre de l'UE a permis, au moins dans un premier temps, de déresponsabiliser l'action publique nationale en Hongrie. Mais cette première phase d'illusion a été dépassée. En 2010, la population hongroise a décidé à une immense majorité d'élire au gouvernement une alliance de partis revendiquant une plus grande autonomie pour la politique nationale. A contrario de ses prédécesseurs, ce nouveau gouvernement a décidé d'assumer une plus grande responsabilité dans les affaires du pays. Réorganisation de l'administration d'État, remboursement de la dette du FMI et refus d'en contracter une nouvelle, élaboration d'une nouvelle constitution. Quelques exemples de mesures qui convergeaient toutes dans le sens du renforcement de la souveraineté nationale au sein d'une Union européenne supranationale. La Hongrie a commencé à considérer l'Union européenne comme une scène politique internationale où il fallait défendre ses intérêts face aux

divers intérêts nationaux et aussi face aux prétentions de plus en plus affichées des institutions européennes.

Qu'elle veuille ou non, par ce changement de comportement consistant à ne plus considérer tout ce qui vient de l'Europe comme vérité révélée, mais comme des positions pouvant être contredites dans la mesure où elles ne servaient pas l'intérêt national, la Hongrie a suscité un débat européen. Pendant les cinq dernières années, la Hongrie a été placée plusieurs fois sur le banc des accusés, en tant que mauvais élève de l'Europe. Le premier ministre devait venir s'expliquer à Bruxelles ou à Strasbourg à plusieurs reprises, ce qui n'est pas en général le traitement réservé à un État membre. Ceux qui observaient ces débats devaient vite comprendre qu'il ne s'agissait plus d'un simple échange de vues sur les diverses mesures prises par le gouvernement hongrois, ni des débats purement juridiques concernant le respect du droit de l'Union européenne. En réalité, c'est un débat autour des questions fondamentales liées à l'Union européenne qui a été ouvert. Le fait que le débat ait été provoqué par un pays de l'Europe centrale et orientale n'est peut-être pas un hasard.

II. L'ouverture tardive d'un débat de fond autour de l'Union européenne

A) Controverse autour des valeurs européennes

Dans les débats mentionnés en haut, plusieurs hommes politiques européens ont demandé à ce que les valeurs et le projet politique de l'Union européenne soient respectés.¹ Pour une communauté politique,

1 18 janvier 2011, débat au Parlement européen autour de la loi hongroise sur les médias, http://www.europarl.europa.eu/pdfs/news/expert/infopress/20110117IPR11813/20110117IPR11813_fr.pdf

18 janvier 2012, débat au Parlement européen autour de la nouvelle constitution hongroise, http://www.europarl.europa.eu/pdfs/news/public/story/20120113STO35298/20120113STO35298_fr.pdf

2 juillet 2013, débat autour des droits fondamentaux en Hongrie (rapport Tavares), http://www.europarl.europa.eu/pdfs/news/expert/infopress/20130628IPR14601/20130628IPR14601_fr.pdf

il s'agit d'une revendication légitime. Le problème réside dans le fait qu'il n'existe ni un réel accord européen univoque sur le contenu exact des valeurs européennes, ni un projet démocratique précis concernant le futur politique de l'Union européenne.

Le respect des droits de l'Homme est certainement une valeur commune aux pays de l'Europe. Suite à la violence des deux guerres mondiales, le respect de ces droits a été érigé en valeur européenne tant aux yeux des États de l'Europe occidentale que ceux de l'Europe centrale et orientale. De plus, ces derniers ont connu plus de quatre décennies de dictature communiste qui leur permet de mesurer l'importance du respect des droits de l'homme. Toutefois, un accord sur les droits fondamentaux les plus importants ne suffit pas pour faire l'économie du débat quant à d'autres questions de fond de l'Union européenne. Pour développer le projet européen d'une manière démocratique, davantage de questions de principe doivent être débattus. En ce qui concerne ces débats de principe, les pays de l'Europe centrale et orientale ne forment pas forcément un camp idéologique distinct de l'Europe occidentale, d'autant plus que la position de chaque État varie également en fonction de l'orientation politique de son gouvernement. Cependant, il y a au moins deux questions importantes qui peuvent marquer une différence entre les États de ces deux régions, en raison de la différence des mentalités politiques de leurs populations.

B) Deux régions, deux approches : racines chrétiennes de l'Europe ou multiculturalisme

Il est un fait que la religion chrétienne a marqué le continent européen tout au long de son histoire, elle a influencé la culture, la pensée, l'organisation étatique et les traditions européennes. Pourtant, l'Union européenne se refuse de reconnaître ses origines chrétiennes.

« Bénis les Hongrois, ô Seigneur ! » – commence le préambule de la constitution hongroise adoptée en 2011, reprenant mot-à-mot la

19 mai 2015, débat au Parlement européen autour de la situation en Hongrie, des droits fondamentaux et des valeurs de l'UE. http://www.europarl.europa.eu/pdfs/news/expert/infopress/20150513IPR55481/20150513IPR55481_fr.pdf

première ligne de l'Hymne national hongrois, rédigé en 1823. Tant cette phrase de la constitution que son allusion historique à l'Europe chrétienne a fait objet de nombreux critiques de la part des hommes politiques, médias et institutions européens. Le respect des droits de l'homme a été évoqué pour remettre en question toute allusion à la chrétienté, comme si les deux choses s'excluaient mutuellement². Selon les Hongrois, les traditions chrétiennes constituent un élément important de l'identité européenne. Pour les opposants, l'allusion faite aux racines chrétiennes de l'Europe relèverait d'un geste d'exclusion d'autres cultures, ou encore d'une remise en question de la laïcité. A l'époque de la Convention sur l'avenir de l'Europe de 2002-2003, un débat était mené autour de la mention des origines chrétiennes de l'Europe dans la future constitution européenne. Plusieurs pays étaient en faveur de cette mention, dont la Pologne, la Lituanie, l'Italie, le Portugal, la Slovaquie, la République tchèque et Malte.³ Finalement, pour que le projet de constitution européenne puisse aboutir, le débat autour de la mention de la chrétienté était mis de côté.

Les courants politiques européens ont beaucoup évolué depuis. Tandis que ce débat s'est avéré tout à fait légitime à mener en 2002-2003, et les positions en faveur de la reconnaissance des valeurs chrétiennes ont été loin d'être négligeables, lors des débats au Parlement européen en 2012-2013, la légitimité même d'une position luttant pour la reconnaissance des origines chrétiennes de l'Europe était vue comme une revendication étrange. L'évolution est d'autant plus remarquable qu'en 2011, le premier ministre et les députés hongrois ne devaient plus plaider pour la possibilité d'insérer une référence dans un texte

2 18 janvier 2012, débat au Parlement européen autour de la nouvelle constitution hongroise, http://www.europarl.europa.eu/pdfs/news/public/story/20120113STO35298/20120113STO35298_fr.pdf

3 Bossuat GÉRARD, Histoire d'une controverse. La référence aux héritages spirituels dans la Constitution européenne, Matériaux pour l'histoire de notre temps, Persee, Année 2005, Volume 78, p. 68-82., http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/mat_0769-3206_2005_num_78_1_1030

TINCQ, Henrie, Benoît XVI relance la polémique sur l'identité chrétienne de l'Europe, Le Monde, 18 mars 2009
http://www.lemonde.fr/europe/article/2009/03/18/benoit-xvi-relance-la-polemique-sur-l-identite-chretienne-de-l-europe_838553_3214.html

européen, puisque c'est la mention de la chrétienté dans leur propre constitution nationale qui était remise en cause.

Les statistiques de l'Eurobaromètre mettent en évidence que le christianisme est la religion la plus importante de l'Europe⁴. Elles montrent également qu'en Europe, la religiosité varie d'un pays à l'autre⁵. Il n'est pas possible de conclure que la région de l'Europe centrale et orientale est plus religieuse que l'Europe occidentale. Tandis que les Polonais, les Slovaques, les Croates, les Roumains et les Hongrois sont plutôt religieux, l'athéisme tchèque remet en question l'homogénéité religieuse de la région. Parallèlement, malgré que les Français, les Néerlandais et les Anglais soient peu religieux, la religion est importante dans les pays tels que le Portugal, l'Espagne, l'Italie et l'Allemagne. Néanmoins, en observant le discours et les actions politiques des pays de l'Europe centrale et orientale, ainsi que ceux des pays de l'Europe occidentale, il paraît que la religion occupe une place différente dans la mentalité politique des populations de ces deux régions de l'Europe.

Du fait de l'immigration de la deuxième moitié du XXe siècle, provenant des régions qui ne partagent pas la tradition chrétienne, les pays de l'Europe occidentale sont devenus des pays multiculturels. Dans ces pays, toute référence au christianisme peut devenir un sujet sensible pour l'opinion publique parce qu'elle risque d'être interprétée comme une discrimination envers une partie de la société. Dans ces sociétés multiculturelles, la religion est considérée comme un sujet politique sensible, susceptible de discussion et de controverse. En revanche, les pays de l'Europe centrale et orientale n'ont pas connu d'afflux migratoire externe comparable, leur population est restée plus homogène du point de vue culturel. Évoquer ou reconnaître les racines chrétiennes de l'Europe y est alors possible sans risquer d'alimenter des tensions politiques et sociales. Dans ces pays, la chrétienté, au lieu d'être un symbole de l'exclusion, a une connotation positive. Ce sentiment positif est renforcé par le fait que le régime communiste cherchait à lutter contre la religion, l'Église était ainsi associée à la résistance

4 Special Eurobarometer 393, Discrimination in the EU in 2012, p. 233, European Commission November 2012 http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/ebs/ebs_393_en.pdf

5 Special Eurobarometer, Social values, Science and Technology, p. 9, European Commission, June 2005 http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/ebs/ebs_225_report_en.pdf

anticommuniste et en passant, à la liberté et la démocratie. La religion et les traditions chrétiennes sont alors, au lieu d'être un sujet politique discutable, des sources de valeurs morales et un élément légitime de l'identité.

Le rôle de la chrétienté en tant qu'élément identitaire européen est un point autour duquel les approches des pays de l'Europe centrale et orientale et de l'Europe occidentale peuvent diverger. La question se révèle d'autant plus actuelle qu'en 2015, l'arrivée d'énormes flux migratoires en Europe fait monter sur la surface une confrontation claire entre deux visions d'Europe⁶. Est-ce que le multiculturalisme doit être érigé en modèle européen et être adopté par les pays de l'Europe centrale et orientale, ceux-ci renonçant ainsi à une mise en valeur des traditions chrétiennes ? Les pays de l'Europe occidentale devraient-ils retourner à leurs traditions chrétiennes ? Aujourd'hui, le nombre des immigrants arrivant en Europe varie très vite, et il est difficile de savoir si à terme, le phénomène aura une fin. Les chiffres montrent une tendance d'augmentation claire. Au cas où l'Europe tranche en faveur d'une politique d'accueil d'un grand nombre de migrants, accompagnée d'une répartition entre les différents États membres, la question d'une expérience de coexistence multiculturelle se posera également dans les pays de l'Europe centrale et orientale. Il est possible que les anciens pays membres trouvent légitime de présenter leur forme de société en tant que modèle européen, et de revendiquer ainsi son application au nom de l'eupéanisme également dans les nouveaux États membres. Les nouveaux membres du club accepteront-ils le modèle des anciens en tant que modèle européen à suivre ? Ou exigeront-ils que leur modèle puisse également être considéré européen ?

6 Discours du premier ministre hongrois du 2 juin 2015, Egy multikulturális Európából nincs visszaút <http://www.kormany.hu/hu/a-miniszterelnok/hirek/egy-multikulturalis-europabol-nincs-visszaút>

C) Deux régions, deux approches – Europe fédérale ou Europe des nations égales

En suivant les débats menés au Parlement européen⁷ ainsi que les sujets qui occupent le monde académique⁸, il y a au moins encore une question importante qui doit être posée. Les nations sont-elles des ennemis de l'identité et des valeurs européennes ou bien constituent-elles elles-mêmes des éléments de l'identité européenne ? D'une manière plus simple, il s'agit de décider si le projet politique de l'Union européenne doit être la construction d'une Europe fédérale ou d'une Europe des nations. De nouveau, c'est un débat dans lequel l'approche des pays de l'Europe centrale et orientale peut être différente de celle des anciens États membres.

Etre fier de sa patrie va de soi aux États-Unis, il n'est pas rare d'entendre dans les discours des hommes politiques américains, indépendamment de leur position sur la scène politique, que les États-Unis sont la « meilleure nation du monde »⁹ (« *the greatest Nation on Earth* »). Ils considèrent le patriotisme comme une valeur civique importante. Le patriotisme existe également dans les pays européens et selon le pays et son gouvernement, il est plus ou moins mis en avant. Dans l'Union européenne, en revanche, rares sont les discours qui présentent le patriotisme comme vertu. Ce dernier devient synonyme du

⁷ voir infra

⁸ A titre d'exemple: TOULEMON, Robert, Europe des États-Europe fédérale, *Politique étrangère*, 2002-07/09 no 3 p. 631-646; ou RIVA, Jeanne, *Europe à géométrie variable la survie de l'UE ? quatre scénarios prospectifs sur le devenir possible de l'Union européenne*, L'Harmattan, Paris 2014; ou GODINO, Roger, VERDIER, Fabien, *Vers la fédération européenne, l'Europe de la dernière chance*, Notre Europe, Institut Jacques Delors, 11 février 2014 <http://www.institutdelors.eu/media/versfederationeuropeennegodinoverdierne-ijd-fev14.pdf?pdf=ok>

⁹ MATHIS-LILLEY, Ben, WADE, Chris, Watch Barack Obama Talk About How America Is the Greatest Country on Earth in 13 Different Speeches, www.slate.com
Et Selected Speeches of President George W. Bush 2001-2008, White House Archives http://georgewbush-whitehouse.archives.gov/infocus/bushrecord/documents/Selected_Speeches_George_W_Bush.pdf
http://www.slate.com/blogs/the_slatest/2015/02/20/barack_obama_loves_america_and_thinks_it_s_great_video_evidence_contradicts.html

nationalisme qui est à son tour doté d'une connotation très négative.¹⁰ Il est souvent associé à une sorte d'extrémisme menaçant l'Europe. Dans le discours européen, le nationalisme est devenu le symbole de la fermeture et de l'exclusion, au contraire d'un européenisme qui serait le synonyme de l'ouverture et de l'inclusion.

Ce phénomène est beaucoup plus nuancé dans les pays de l'Europe centrale et orientale. Dans le vocabulaire national de ces pays, le nationalisme peut légitimement avoir une connotation positive. Ces pays ont connu presque un demi-siècle d'oppression communiste dans l'ombre de l'Union soviétique où leurs décisions politiques devaient être alignées sur les orientations de Moscou. La fin de la guerre froide et les changements du régime respectifs des anciens pays du « Bloc de l'Est » signifiaient non seulement une évolution du socialisme vers le capitalisme, mais également une véritable reconquête de leur autonomie et souveraineté nationale. Dès lors, la Nation, la représentation des intérêts nationaux, l'autonomie du gouvernement et la souveraineté nationale portent une valeur positive.

L'Union européenne n'est pas comparable à l'Union soviétique. Tant le contexte historique, politique et international que la nature et les mécanismes de fonctionnement des deux unions se divergent. La différence la plus importante est que l'adhésion à l'Union européenne dépend de la volonté libre de chaque pays. Toutefois, il faut comprendre que les États de l'Europe centrale et orientale, sortant d'une dictature mise en place par une puissance étrangère à vocation internationaliste, soient plus sensibles à toute délégation de compétences et tout encadrement de leur souveraineté nationale. Toute limitation de la marge d'action de l'État-nation est susceptible d'être considérée comme une perte d'indépendance et d'autonomie du pays rappelant des périodes sombres de l'histoire.

De nos jours, l'idée d'une Europe fédérale ne peut pas faire l'unanimité dans les pays de l'Union européenne. Entre État-nation et État fédéral,

10 A titre d'exemple, Discours de Guy Verhofstadt du 3 février 2014, „*We have to be very clear to public opinion that these populist and nationalist eurosceptics have no solution for their problems. Look, if you want a future for your children on this continent, we need more Europe, we need an economic and fiscal union, a banking union, as fast as possible.*” publié sur Euractive, <http://www.euractiv.com/eu-elections-2014/liberals-back-verhofstadt-nomine-news-533216>

il existe une contradiction inhérente. L'une ne peut se renforcer sans affaiblir l'autre. Ainsi, une Europe fédérale, qui aurait pour conséquence nécessaire la limitation de la souveraineté de tous les États membres de l'Union européenne n'est pas un projet facilement admissible ni pour les anciens, ni pour les nouveaux États membres, même si certains parmi les premiers disposent, grâce à leur propre structure étatique d'une expérience plus importante en matière de fédéralisme.

La différence entre les pays de l'Europe centrale et de l'Europe occidentale réside dans le fait que dans les premiers, l'Europe fédérale peut constituer plus facilement un rêve idéaliste aux yeux de l'élite politique et mieux infiltrer ainsi les mentalités politiques de leurs populations. En Europe occidentale, une Europe fédérale peut devenir le symbole de la tolérance, de l'inclusion, d'un régime où règne l'universalisme face à un monde dominé par les égoïsmes et hostilités nationaux. Les peuples de l'Europe centrale et orientale auraient plus du mal à faire ce rêve le leur, au moins sans garder d'importantes réserves en raison de leurs expériences négatives récentes de la limitation de leur souveraineté en tant qu'États satellites de l'Union soviétique. Les populations de l'Europe centrale accepteraient plus difficilement une thèse selon laquelle leurs intérêts puissent être mieux représentés par un super État européen que par leurs propres États nations, sur les décisions desquelles elles ont une influence beaucoup plus directe et importante. Aux yeux de ces peuples, une Europe fédérale serait plus difficilement idéalisable. En plus, les nouveaux États membres peuvent avoir l'impression que les anciens États membres les plus puissants ont beaucoup plus d'influence sur les décisions européennes qu'eux-mêmes. Il suffit de penser au discours politique de haut niveau qui assimile l'Union européenne à un projet franco-allemand.¹¹ Ainsi, s'il faudrait formuler un rêve pour les populations des pays de l'Europe centrale et orientale, cela ne serait pas une Europe fédérale, mais plutôt une Union européenne assurant la paix et la prospérité, dont ils peuvent être membres à égalité avec les pays d'Europe occidentale. Une Europe des nations où chaque État membre peut se développer et s'épanouir,

11 Article soulignant cette approche: CAZENAVE, Fabien, M. Hollande, l'Europe ne se limite pas à l'Allemagne et la France, publié sur Le Taurillon, le 6 janvier 2015
<http://www.taurillon.org/m-hollande-l-europe-ne-se-limite-pas-a-l-allemande-et-la-france>

renforçant ainsi également l'Union européenne. Ces pays auraient plus tendance à voir les nations en tant qu'une richesse de l'Europe et mettraient l'accent sur les plus-values potentielles pouvant être générées par l'exploitation habile de la diversité européenne.

III. La mise en valeur souhaitable de la diversité européenne

A) Une chance pour l'unité de l'Europe centrale et orientale

Les phénomènes présentés en haut offrent une chance aux pays de l'Europe centrale et orientale de reconnaître les points communs de leurs mentalités politiques ainsi que la convergence de leurs intérêts au sein de l'Union européenne. La prise de conscience de la nature politique de l'Union européenne et les débats autour de ses fondements pourraient contribuer à l'émergence et le renforcement de l'identité de la région. Cette dernière, - longtemps divisée à cause des problèmes politiques du passé souvent liés aux enjeux des minorités nationales, dispose d'un potentiel pour former un ensemble uni sur la scène politique européenne. Compte tenu de la taille ainsi que du poids politique et économique actuel représentés par les pays de la région dans les politiques européennes et internationales, il est clair que séparément, ils revendiqueraient en vain une plus grande influence sur le destin de l'Europe. Par contre, en agissant ensemble, ils pourraient représenter un poids suffisant pour faire entendre leur voix, et entrer en débat constructif avec d'autres régions de l'Europe. Leurs initiatives auraient une plus grande chance d'être considérées comme des initiatives européennes ayant le potentiel de créer des modèles pour l'intégralité de l'Union européenne. En plus du couple franco-allemand, ou les pays de l'Europe occidentale en général, la région de l'Europe centrale et orientale pourrait également devenir un moteur de l'Union européenne. Cela permettrait à ces pays n'ayant adhéré l'Union européenne que tardivement et disposant ainsi d'un désavantage structurel d'être mieux

reconnus par leur nouvelle communauté. Bien entendu, il s'agirait également d'une chance pour mieux représenter, au niveau européen, leurs intérêts politiques et économiques ainsi que leurs positions dans des questions de principe. Et ce renforcement pourrait présenter également des avantages pour toute l'Union européenne.

B) Une chance pour une Europe plus créative

L'unité de la région de l'Europe centrale et orientale pourrait être perçue comme un danger pour l'unité européenne puisqu'elle risque d'accentuer davantage la divergence des positions au sein de l'Union européenne. Certains pourraient voir dans l'augmentation du nombre des débats européens de fond une amplification des clivages et ainsi, un déclin de la communauté économique et politique de l'Union. Mais en réfléchissant un peu plus et en dépassant le niveau des apparences, il ne s'agit en réalité que de monter sur la surface des différences déjà existantes. D'un point de vue démocratique, cette évolution, au lieu d'être critiquée, doit être saluée. S'il existe d'importantes positions et approches différentes au sein d'une communauté, au lieu de les dissimuler et opprimer, il faut les analyser et en débattre publiquement. Cette approche sincère est certainement moins confortable que l'alimentation d'un faux mythe d'unité, mais elle peut en revanche servir l'intérêt de l'Europe.

Au lieu de freiner l'Union européenne, les pays de l'Europe centrale et orientale peuvent donner un nouvel élan à celle-ci. Contrairement aux anciens États membres, ces pays récemment admis dans la communauté peuvent encore prendre de distance et avoir une approche plus critique de la construction européenne. Non pas pour la détruire, mais pour l'améliorer. Disposant d'un recul suffisant, ils peuvent identifier plus facilement les défis du projet européen ainsi que les potentiels non exploités de l'Europe. Il ne s'agit pas de prétendre que les pays de l'Europe centrale et orientale peuvent toujours proposer les réponses les plus adéquates aux dilemmes européens, mais que leurs propositions peuvent être originales et qu'il faut davantage les prendre en compte.

L'Europe a besoin de l'expérience des anciens États membres connaissant profondément la nature des politiques européennes, aussi bien que les solutions possibles qui peuvent fonctionner dans l'Union européenne. Les propositions des nouveaux États membres peuvent paraître moins conventionnelles ou même moins européennes, dans la mesure où elles ne s'inscrivent pas entièrement dans la logique européenne traditionnelle ou parce qu'elles essaient de dépasser les tabous auxquels la politique européenne est habituée. Pourtant, n'est-ce justement le propre des vraies réformes, de ne pas suivre un chemin déterminé, mais d'en creuser des nouveaux ?

Les pays de l'Europe centrale et orientale disposent en fait d'un véritable potentiel de réformes originales dont l'Union européenne aurait tellement besoin à une époque de crise. Autrement dit, ces pays sont la garantie d'une Europe créative. A titre d'exemple, la Hongrie a introduit d'importantes réformes économiques non conventionnelles pour lesquelles elle a été vivement critiquée par les institutions européennes et internationales. Les mesures prises par le gouvernement hongrois pendant les cinq dernières années allaient à l'encontre des solutions proposées par l'orthodoxie économique européenne, et pourtant, de nos jours, il est impossible de nier l'amélioration considérable des indicateurs macroéconomiques du pays¹². S'il serait exagéré de dire que l'Union européenne pourrait reprendre le modèle économique hongrois tel qu'il est, parce qu'il est avant tout adapté au contexte spécifique hongrois, il est néanmoins possible que certains de ses éléments ou principes de départ puissent inspirer tant les pays de l'Europe centrale et orientale que les pays de l'Europe occidentale. Comme le cas hongrois l'illustre, avec des solutions innovantes, l'Europe centrale et orientale pourrait devenir, au lieu d'une région imitant l'Europe occidentale, un laboratoire de nouveaux modèles économiques et sociaux.

12 La Hongrie devient un modèle pour les pays de l'Europe centrale: GEINITZ, Christian, Plötzlich ist Ungarn ein Vorbild, Frankfurter Allgemeine Zeitung (FAZ) http://www.faz.net/aktuell/finanzen/aktien/nach-der-franken-freigabe-ist-ungarn-plotzlich-ein-vorbild-13385326.html?utm_source=mandiner&utm_medium=link&utm_campaign=mandiner_201509

C) Au lieu d'une Europe standardisée, l'exploitation habile de la diversité

Pour exploiter au mieux ses ressources, l'Union européenne devrait reconnaître la valeur que représente la diversité européenne. Cette reconnaissance est difficile, parce que les politiques européennes actuelles sont marquées par une tendance à toujours plus d'uniformisation. Pour comprendre que l'uniformisation n'est pas un objectif en soi, il faut rappeler la notion de la subsidiarité, l'un des principes fondamentaux de l'intégration européenne. La création d'un État fédéral à laquelle mènerait une uniformisation sans limite, bien qu'elle puisse être présentée comme un aboutissement possible de l'Union européenne, n'est pas le but de l'intégration européenne. L'uniformisation encadrée constitue un outil de l'intégration européenne dont l'objectif est la création d'une structure supranationale servant de cadre pour rendre possible une coopération économique et politique plus efficace entre les pays européens. Le vrai potentiel de l'Union européenne réside non pas dans les solutions uniformes, mais dans l'exploitation habile de la diversité de ses pays membres, objectif que l'intégralité de sa structure doit servir. Paradoxalement, l'uniformisation ayant permis l'établissement de la structure nécessaire pour une coopération efficace dans la diversité risque maintenant d'effacer la diversité européenne en obligeant l'adoption des standards européens dans de plus en plus de domaines, qu'il s'agisse des questions pratiques ou de principe. En s'attachant à leur identité et caractéristiques nationales, les pays de l'Europe centrale et orientale peuvent rappeler la richesse de l'Union européenne résidant dans la diversité.

Grâce à sa diversité nationale et culturelle, l'Europe dispose d'un grand nombre de solutions possibles face aux défis politiques, économiques et sociaux. Le rôle des institutions européennes ne devrait pas être de supprimer ces solutions à tout prix afin de les remplacer par une seule mesure commune. Au contraire, ce que les institutions principales de l'Union européenne devraient assurer c'est avant tout la synchronisation des diverses solutions nationales. L'Europe dispose d'importants points forts qu'elle pourrait utiliser pour sortir de la crise. Faut-il encore qu'elle les reconnaisse au lieu de tendre à les effacer.